Crise de l'eau et du climat : l'Onu montre la voie

Partage international nº 417 – Mai 2023

par Cher Gilmore

En réponse aux multiples défis en rapport avec l'eau trop abondante, trop rare, trop polluée, les Nations unies ont convoqué en mars 2023 la première Conférence sur l'eau depuis près d'un demi-siècle. Débutée avec la Journée mondiale de l'eau, le 22 mars, la conférence de trois jours visait à accélérer les progrès vers l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2030. Ce but est identique à l'objectif n° 6 de développement durable des Nations unies convenu à l'échelle internationale, et une multiplication des actions pour atteindre cet objectif était espérée lors de la conférence.

Bien que l'eau potable soit essentielle à la vie humaine, les statistiques indiquent que nous sommes confrontés à une crise mondiale de l'eau. Un quart de la population mondiale n'a pas accès à l'eau potable et plus de 800 000 personnes meurent chaque année de maladies directement liées à l'eau insalubre ou à un assainissement inadéquat. De plus, les impacts du changement climatique exacerbent partout les problèmes liés à l'eau : l'Organisation météorologique mondiale signale une augmentation de 134 % des inondations depuis 2000 et une augmentation de 29 % de la durée des sécheresses.

Comme l'a résumé António Guterres, le secrétaire général de l'Onu : *« Nous asséchons la source de vie de l'humanité par une surconsommation vampirique et une utilisation non durable, et nous l'évaporons par le réchauffement climatique. »* Il a appelé les gouvernements à mettre en œuvre des plans pour garantir à tous un accès équitable à l'eau tout en préservant cette précieuse ressource.

Une des réponses importantes au changement climatique consiste à mieux gérer l'eau : protéger les écosystèmes comme les tourbières et les zones humides, appliquer des pratiques agricoles durables et améliorer les infrastructures d'approvisionnement et d'assainissement. En fait *« l'eau pour le climat, la résilience et l'environnement »* était l'un des cinq *« dialogues interactifs »* qui se sont déroulés lors de la conférence, les autres portant sur la santé, le développement durable, la coopération et enfin le plan d'action.

La conférence s'est terminée par un large accord sur le fait que l'eau doit être traitée comme un bien commun mondial, indissociable de la crise climatique, de l'alimentation, de l'énergie et de la sécurité nationale. Un nouveau poste d'émissaire des Nations Unies pour l'eau a été créé et près de 700 engagements volontaires en faveur d'un nouveau programme d'action pour l'eau ont été pris par des gouvernements locaux et nationaux, des organisations à but non lucratif et quelques entreprises. Ces engagements seront passés en revue lors des futures réunions de l'Onu ; cependant, aucun accord international contraignant n'ayant été conclu, il sera difficile de demander des comptes aux parties prenantes.

La conférence critiquée car les représentants du secteur privé et des pays du Nord étaient largement plus nombreux que les experts et les représentants des communautés directement concernées des pays du Sud en situation d'insécurité hydrique. De nombreux pays du Sud ont été exclus en raison de problèmes de visa et d'obstacles financiers. De plus, relativement peu de dirigeants mondiaux étaient présents et il y avait peu de militants pour dénoncer les hypocrisies.



Photo : Save the children/Madhuri Dass, CC BY-NC-ND 2.0, via flickr
Un quart de la population mondiale n'a pas accès à l'eau potable.

Les tensions entre les secteurs privés et publics

En outre, la conférence n'a pas abordé les violences perpétrées contre les communautés essayant de protéger leurs sources d'eau des industries

polluantes, et la tension entre les priorités du secteur privé et l'accès public a éclaté lors d'un événement organisé par la délégation américaine. En réponse, Pedro Arrojo, rapporteur des Nations unies sur le droit humain à l'eau, a contribué au lancement du Manifeste pour la justice hydrique, stipulant que les besoins personnels et domestiques doivent primer sur l'utilisation et les profits industriels.

Malgré ces limites, la Conférence constitue un pas dans la bonne direction, et les Emirats arabes unis, qui assureront la présidence de la COP28, ont été vivement incités à inclure officiellement l'eau dans les quatre thèmes de négociation des prochaines discussions sur le climat en novembre 2023. Pour atteindre l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2030, les investissements devront tripler pour atteindre au moins 200 milliards de dollars par an (env. 182 milliards d'euros), selon une analyse de WaterAid, et la COP28 pourrait être la prochaine étape vers la réalisation de cet objectif.

De son côté, le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat de l'Onu a émis son avertissement le plus grave à ce jour : il est nécessaire que l'humanité s'éloigne rapidement des combustibles fossiles ou elle subira des événements climatiques intenses. Les principaux points à retenir incluent un nouvel accent sur l'équité et la justice – la protection des personnes les plus vulnérables – et la reconnaissance que les risques liés à l'eau augmentent et s'accéléreront à chaque degré de réchauffement. Un appel urgent à l'action est l'essentiel, soulignant que chaque fraction de degré de réchauffement que nous pouvons éviter compte, que nous pouvons obvier les pires effets climatiques en réduisant rapidement les émissions ; et que la nature peut être mise à contribution pour trouver des solutions.

Inger Andersen, directrice exécutive du Programme des Nations unies pour l'environnement, a appelé à financer davantage de programmes sur la nature. *« Nous devons protéger et restaurer les zones humides pour la nature et intégrer les zones humides dans nos villes, a-t-elle déclaré. L'humanité a passé des siècles à traiter la nature comme sa pire ennemie. La vérité est que la nature peut être notre sauveuse. Mais seulement si nous la sauvons d'abord. »*

Date des faits : 22 mars 2023 **Auteur** : Cher Gilmore, collaboratrice de Share International basée à Los Angeles, en Californie (États-Unis)
Sources : The Guardian ; Los Angeles Times ; Nations unies
Thématiques : environnement
Rubrique : De nos correspondants